



BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET FINANCEMENT DU TERRORISME - UN FLEAU GLOBAL

Les insuffisances dans les cadres nationaux de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) constituent un risque réel pour l'intégrité et la stabilité des institutions et systèmes financiers et une **menace directe pour la sécurité mondiale**.

En dépit de progrès considérables, de nombreux pays subissent encore les effets de cadres juridiques et institutionnels défaillants, d'une faible connaissance des enjeux en matière de LCB-FT, et d'une coopération insuffisante entre les acteurs et institutions clés.

L'UE a adopté une série de mesures pour lutter contre ces phénomènes au niveau mondial, dans la lignée des **recommandations du Groupe d'action financière** (GAFI).

LA FACILITE GLOBALE DE L'UE SUR LE LCB-FT

La Commission européenne a ainsi établi la **Facilité Globale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**, un projet d'assistance technique visant à aider l'ensemble des pays du monde à renforcer leurs régimes LCB-FT.

La facilité est l'instrument désigné par la Commission pour soutenir les pays ayant des carences stratégiques en matière de LCB-FT, à travers la provision d'un vaste éventail de services d'assistance technique **adaptés aux besoins des pays, sur demande et en réponse aux menaces diverses**.

METHODOLOGIE

Le projet s'articule autour de trois piliers distincts mais complémentaires, couvrant toutes les étapes et acteurs de l'enquête financière et de la chaîne pénale.

P1: Consolider les cadres législatifs, réglementaires et politiques: fourniture d'assistance technique comme évaluation, élaboration et conformité des cadres vis-à-vis des normes internationales; intégration d'éléments tels que le bénéficiaire effectif dans le cadre juridique; intégration de dispositions sur la société civile et les organisations à but non lucratif dans les lois et règlements

ETAPES DE L'ENQUETE FINANCIERE ET DE LA CHAINE PENALE



P2: Renforcer les capacités analytiques et institutionnelles: renforcement des capacités des acteurs LCB-FT dans les pays partenaires, notamment autorités de régulation, unités de renseignement financier, services répressifs, justice, organismes de recouvrement d'avoirs spécialisés, société civile et médias.

P3: Appuyer la coopération et les réseaux nationaux, régionaux et internationaux sur les enjeux LCB-FT: promotion d'une coopération accrue via la normalisation internationale et le développement d'accords bilatéraux; promotion de la collaboration avec/entre groupes et réseaux régionaux/internationaux; facilitation du dialogue entre la société civile, le secteur privé et les entités publiques.

TYPES D'INTERVENTION

- Missions de cadrage
- Conseil/soutien à la rédaction de politiques
- Aide à la rédaction législative/réglementaire
- Formation en ligne/sur site sur mesure
- Appui au renforcement des capacités institutionnelles
- Networking régional et international
- Appui aux achats d'équipements liés au LCB-FT

Ressources:

- 5^{eme} Directive Anti-Blanchiment (Directive (EU) 2018/843)
- EU methodology for the identification of high-risk third countries
- Recommandations du GAFI 2012